

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 21/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières CHOUVET

Route de Villers sur Thère
60510 Therdonne

Références : CAR-R/433/24-ED/SF
Code AIOT : 0005103200

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2024 dans l'établissement Carrières CHOUVET implanté LES BRUYERES 60149 Saint-Crépin-Ibouwillers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières CHOUVET
- LES BRUYERES 60149 Saint-Crépin-Ibouwillers
- Code AIOT : 0005103200
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrières Chouvet est spécialisée dans l'exploitation de carrières de matériaux à destination de chantiers du BTP.

Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 26/02/2019 à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de sablon sur le territoire des communes de Saint-Crépin-Ibouwillers et Ivry-le-Temple. Le périmètre autorisé s'étend sur environ 35 hectares dont environ 24 hectares exploitables du fait de la bande des 10 mètres et de la présence d'un espace réservé concernant un projet de déviation de voie routière reliant Méru à Trie-Château.

La production annuelle maximale est limitée à 120 000 tonnes sur une durée de 30 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.1.3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Extraction	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Phasage	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.3	Sans objet
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 5.2.2, 5.2.3 et 7.2.2	Sans objet
6	Panneaux d'affichage	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.1.2	Sans objet
7	Clôture	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.1.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, 3 non-conformités ont été constatées. Il s'agit de :

- l'absence de l'identification de la bande des 10 mètres sur le plan d'exploitation,
- l'absence de bornes visualisables délimitant le périmètre autorisé,
- la présence d'une piste de circulation sur la bande des 10 mètres.

Il est demandé à l'exploitant de corriger ces points sous 1 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.2
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée :

Dans un délai d'un an suivant le début des travaux d'extraction puis tous les ans, l'exploitant est tenu de réaliser et de transmettre à l'inspection des installations classées un plan d'échelle adapté à la superficie du site mis à jour. Ce plan, qui doit être daté et signé, fait notamment apparaître :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- le périmètre autorisé - 10 mètres minimum ;
- l'emplacement des différentes bornes définies à l'article 6.1.3 du présent arrêté ;
- les bords de la fouille ;
- les profondeurs d'extraction ;
- les courbes de niveau d'équidistance ;
- les zones remises en état.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son plan d'exploitation du 02/10/2023. Ce plan présente l'ensemble des informations requises par l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 06/02/2019 à l'exception de la bande des 10 mètres qui n'est pas visible pour la partie de la carrière située à l'est de la rue Gaston Hébert.

Le jour de l'inspection, le géomètre réalisait des relevés pour établir le nouveau plan d'exploitation. Ce point lui a été signalé.

Non-conformité (fait modéré) : le plan d'exploitation ne fait pas apparaître la bande des 10 mètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un nouveau plan d'exploitation comportant l'ensemble des informations requises par l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 06/02/2019 et notamment la bande des 10 mètres sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.3

Thème(s) : Autre, Phasage

Prescription contrôlée :

L'exploitation de la carrière est composée de 6 phases. Le phasage d'exploitation joint en annexe 2 du présent arrêté doit être respecté.

<p>La phase 1 débute par l'exploitation de la parcelle à l'Ouest de la parcelle accueillant les installations.</p> <p>À partir de la phase 2 et sur les phases suivantes, l'extraction se fait d'Est en Ouest à partir de la parcelle située sur la commune d'Ivry-le-Temple.</p> <p>Toute modification apportée au phasage doit faire l'objet d'un porter à connaissance au Préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'une partie de la zone située à l'Ouest de la RD 619 était réaménagée et que le reste était en cours de réaménagement. L'exploitant a déclaré qu'il prévoyait de finaliser le réaménagement de cette zone sous 1 an.</p> <p>La situation correspond à la situation prévue en fin de 1ère phase quinquennale annexée à l'arrêté préfectoral du 26/02/2019. Le plan de phasage est donc respecté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Bornage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.1.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Bornage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement aux travaux d'extraction, l'exploitant est tenu de placer des bornes de nivellement en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état. Elles sont repérées sur le plan d'exploitation et contrôlées a minima une fois par an, notamment à l'occasion de la mise à jour du plan d'exploitation mentionné à l'article 6.2.2.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bornes sont indiquées sur le plan d'exploitation.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de retrouver les bornes indiquées sur le plan. Il a été notamment rechercher les bornes situées au sud de la zone d'extraction sans succès. L'exploitant a indiqué qu'elles étaient bien présentes mais la végétation ne permettait pas de les retrouver.</p>

En tout état de cause, conformément à l'article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral du 26/02/2019, ces bornes doivent être contrôlées a minima une fois par an.
Ce point a été signalé au géomètre présent sur le site.

Non conformité (fait modéré) : les bornes de nivellement nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ne sont pas visibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de contrôler l'ensemble des bornes et de les rendre visibles sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.5

Thème(s) : Autre, Extraction

Prescription contrôlée :

Les bords des excavations de la carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres avec les limites du périmètre sur lequel porte la présente autorisation.

Sur cette zone appelée « bande des 10 mètres », toute excavation, tout stockage de matériaux extérieurs et/ou déchets et toute circulation d'engin sont interdits.

Les travaux d'extraction sont réalisés à l'aide d'une chargeuse.

La profondeur maximale d'extraction est de 10 mètres par rapport au terrain naturel d'origine et pourra atteindre au maximum une cote de 96,8 mètres NGF.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'une piste était présente sur la bande des 10 mètres située au sud de l'exploitation de la zone Est de la carrière.

L'exploitant a indiqué être surpris par cette prescription qui interdit toute circulation d'engin sur la bande des 10 mètres et a indiqué que cette restriction n'était pas présente sur les autres sites.

Il est à noter que l'arrêté ministériel 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières ne fait pas apparaître ce type de restriction sur cette bande des 10 mètres et que cette piste était affichée dans les plans de phasage du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Le pétitionnaire a indiqué qu'il déposerait un porter à connaissance afin que cette prescription soit modifiée.

Non conformité (fait modéré) : Une piste de circulation est présente dans la bande des 10 mètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de retirer la piste présente dans la bande des 10 mètres ou de déposer un porter à connaissance modifiant les conditions d'exploiter sur ce point avec l'ensemble des éléments d'appréciation sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 5.2.2, 5.2.3 et 7.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit

Prescription contrôlée :

Article 5.2.2 :

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexe 1.

Article 5.2.3 :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)

Article 7.2.2

Dans un délai de trois mois suivant le début des travaux puis tous les 2 ans, l'exploitant est tenu de réaliser une mesure du niveau de bruit et de l'émergence. L'emplacement des points de mesures est joint en annexe 1 du présent arrêté. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Elles sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Constats :

L'exploitant a transmis son rapport de mesure de bruit du 30/08/2023.

Ce rapport indique une conformité des résultats de mesure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Panneaux d'affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.1.2

Thème(s) : Autre, Panneaux d'affichage

Prescription contrôlée :

<p>Préalablement aux travaux d'extraction, l'exploitant est tenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence du présent arrêté d'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état de la carrière peut être consulté ; - d'installer, en tous points nécessaires, des panneaux de limitation des vitesses des engins susceptibles de circuler à l'intérieur du périmètre de la présente autorisation (limitation à 25 km/h) ; - d'installer, en tous points nécessaires, des panneaux indiquant la présence du bassin de rétention et le risque de noyade quand il y a présence d'eau ; - d'installer, en tous points nécessaires, des panneaux interdisant l'accès au public. En particulier l'interdiction d'accéder à la zone de travaux est matérialisée par des panneaux suffisamment adaptés et dimensionnés.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du panneau d'affichage à l'entrée du site avec l'ensemble des informations requises, • des panneaux de limitation de vitesse, • d'un panneau indiquant le risque de noyade au niveau du bassin de rétention, • de panneaux interdisant l'accès du site au public.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Clôture

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Clôture</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La limitation de l'accès à l'ensemble du périmètre d'exploitation définie par le présent arrêté est assurée au moyen d'une clôture. Cette clôture ne doit pas perturber le libre écoulement des eaux en périodes de crues et son intégrité doit être vérifiée régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette prescription a été contrôlée par sondage.</p> <p>Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de clôture manquante ou en mauvais état.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>